ZEDDIES, Nicole, *Religio et sacrilegium. Studien zur Inkriminierung von Magie, Häresie und Heidentum (4.-7. Jahrhundert)*

Philippe Depreux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1017>

DOI : 10.4000/ifha.1017

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Philippe Depreux, « ZEDDIES, Nicole, *Religio et sacrilegium. Studien zur Inkriminierung von Magie, Häresie und Heidentum (4.-7. Jahrhundert)* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2004, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1017> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1017>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

ZEDDIES, Nicole, *Religio et sacrilegium. Studien zur Inkriminierung von Magie, Häresie und Heidentum (4.-7. Jahrhundert)*

Philippe Depreux

- 1 Cette thèse de doctorat soutenue en 1999 devant l'université Johann-Wolfgang-Goethe (Francfort-sur-le-Main) ressortit plus à l'histoire des idées politiques qu'à l'histoire des pratiques religieuses, en ce sens qu'elle vise, au-delà de l'étude de ce que l'on a généralement considéré comme des déviances, à souligner le caractère éminemment politique de leur condamnation non seulement par les évêques, mais aussi et surtout par le roi. Remettant en cause l'analyse traditionnelle des témoignages de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge relatifs aux hérésies et aux actes de magie ou aux pratiques superstitieuses, considérés généralement comme la manifestation de la résurgence des croyances païennes et « germaniques » (à ce propos, cf. en dernier lieu les ouvrages de Bernhard Maier, *Die Religion der Germanen. Götter – Mythen – Weltbild*, München : Beck, 2003, et de Rudolf Simek, *Religion und Mythologie der Germanen*, Darmstadt : Wissenschaftliche Buchgesellschaft/ Theiss, 2003), dont elle conteste l'appellation en soulignant – à juste titre, sans pour autant qu'il faille y reconnaître absolument un caractère exclusif – l'influence des traditions romaines mise en évidence en particulier dans le domaine du droit et des institutions, N.Z. défend la thèse selon laquelle l'interdiction de ces pratiques (et la coercition exercée en conséquence) exprimait moins un souci pastoral d'extirper toute croyance « populaire » chez les fidèles que de garantir le pouvoir royal dans une perspective eschatologique. N.Z. plaide vigoureusement en faveur d'une approche globale de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge, en montrant notamment comment l'action du roi fut motivée et justifiée par la notion de crime de lèse-majesté. N.Z. fonde son analyse du corpus juridique et théorique élaboré entre le IV^e et le VII^e s., dont les Carolingiens allaient tirer profit, sur les textes patristiques et canoniques à l'échelle de l'Occident chrétien. Dès lors qu'elle s'intéresse aux pratiques, et non à leur condamnation, elle est toutefois

conduite à prendre en compte – bien qu'elle s'en défende – des textes postérieurs (pénitentiels, sources hagiographiques). On rejoindra N.Z. dans son souci d'éviter toute interprétation systématique de ces sources comme des témoignages de pratiques « populaires ». Comme le souligne l'auteur, le maniement, à cet égard, de nombre de collections canoniques et de pénitentiels pose un véritable problème de méthode (p. 322-323), dont on ne peut faire l'économie. Peut-être eût-il été quand même préférable de poursuivre l'enquête jusqu'aux Xe et XIe s. et de prendre en compte les collections de Reginon de Prüm et de Burchard de Worms (ce dernier étant par ailleurs contemporain des premières accusations d'hérésie au Moyen Âge) pour chercher à mieux cerner ce qui relève du cliché originel et ce qui, éventuellement, peut traduire une évolution des pratiques – il est vrai qu'un tel parti trouverait sa justification dans une approche relevant, au contraire de la démarche retenue ici, plus de l'histoire religieuse que d'une histoire de la justification du pouvoir politique.

2 Philippe DEPREUX (MHFA)